Agir ou réagir? Un plaidoyer.

Difficile d'estimer la portée de la période de mutation que nous vivons actuellement. Les changements touchent les domaines les plus divers et s'étendent de la technologie aux structures de la société en passant par le monde du travail et le secteur de la finance, sans oublier le domaine de la santé qui n'est pas épargné: en santé, une partie de ces changements sont pour ainsi dire «fabriqués maison» sur la base des progrès de la médecine alors qu'une partie est provoquée par les évolutions de la société, des marchés et de la politique.

Cependant, cela ne fait pas l'ombre d'un doute: le profil professionnel, le domaine d'activité ainsi que les conditions de travail des médecins sont de plus en plus soumis au changement.

Depuis quelques décennies déjà, les nouvelles technologies ont investi notre manière de travailler. Les processus de changement, portés par des méthodes et des techniques nouvelles et accentués par la pression du marché associée à la limitation des ressources, ont encore davantage d'impact sur les structures des institutions ambulatoires et stationnaires.

Les médecins doivent assumer les tâches qui relèvent spécialement de leurs compétences.

L'évolution démographique, tant de la population que des professions médicales, sollicite toute notre réflexion pour mettre en place de nouveaux modèles et une collaboration interprofessionnelle coordonnée de manière intelligente. En interaction avec les professions partenaires, chaque groupe professionnel doit assumer les tâches qui relèvent spécialement de ses compétences. Par conséquent, les médecins doivent être libérés des activités administratives pour se concentrer davantage sur le contact avec le patient et assumer les tâches qui, en matière de diagnostic, de traitement, de prévention et de communication, requièrent véritablement un médecin.

Les moyens financiers disponibles ne permettront certainement plus jamais de satisfaire tout ce que nous souhaitons. Il est ainsi clair que l'avenir nous réserve des discussions passionnées autour de questions telles que la qualité, les indications, les compétences, la prise en charge des coûts et les honoraires.

Mais revenons à mon plaidoyer que voici: vu de l'extérieur mais aussi aux yeux d'un grand nombre de membres, le corps médical s'est régulièrement spécialisé dans le combat défensif ou les manœuvres de repli. L'expression «conserver les droits acquis» tient *de facto* une place importante dans notre vocabulaire. Bien souvent, les vifs débats menés à différents niveaux servaient à défendre avec le plus de persévérance possible ce qui pouvait encore l'être. Assurément, cette tactique a plus ou moins porté ses fruits pendant longtemps mais elle n'est plus adaptée aux défis et aux enjeux d'aujourd'hui. Nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre les évolutions avant de réagir. Au contraire, pour toutes les questions qui revêtent une importance capitale, nous devons anticiper nos positions, prendre des initiatives, intervenir suffisamment tôt dans les processus décisionnels et affirmer notre volonté organisatrice. Cela risque de conduire à des tensions internes, mais ces tensions ne nous seraient pas épargnées si nous nous limitions à des mesures de repli ou de défense. Je suis confiant que la direction actuelle de la FMH interprète de la même manière ces signes du temps.

Le corps médical doit être proactif s'il veut participer de manière décisive à l'organisation de l'avenir professionnel des médecins.

Vous me demanderez alors quel est le rapport entre cette vision générale de l'avenir et la formation médicale? A juste titre d'ailleurs car j'écris ces lignes en tant que représentant de l'ISFM.

Rappelons que les développements de la santé ont plusieurs points d'intersection importants avec la formation médicale postgraduée et continue. En effet, nous assistons là aussi à une période de changements fulgurants: dans beaucoup de disciplines, les nouvelles méthodes imposent de nouvelles compétences; de nouvelles spécialisations demandent à être reconnues; les structures hospitalières et la réalité professionnelle ont des effets directs sur l'enseignement et la formation postgraduée; l'évolution de la démographie médicale implique de nouveaux modèles de travail dans les domaines ambulatoire et hospitalier; la formation postgraduée devrait couvrir la demande en spécialistes de demain alors que celle-ci est aujourd'hui difficile à prévoir; et enfin, en période de mutation, la question se pose du «bagage» adéquat à transmettre aux jeunes médecins. En effet quels objectifs de formation, spécifiques ou généraux, sont indispensables? Mais aussi du point de vue de la méthode, la formation, qu'elle soit postgraduée ou continue, doit être adaptée aux évolutions de la formation de l'adulte, ce qui implique par ailleurs le soutien ciblé des responsables («teach the teachers»).

Tous ces enjeux induisent la même conséquence: si nous, médecins, voulons qu'une partie décisive de l'organisation de notre avenir professionnel reste entre nos mains, nous devons agir, et non pas seulement réagir.

Dr Werner Bauer, président de l'Institut suisse pour la formation médicale postgraduée et continue (ISFM)